



Liste Unité et Action et sans tendance

GROISON Bernadette - SNUipp - Sg fsu - 92
 ROLET Frédérique - Co-sg - SNES - Sn fsu - 59
 SIHR Sébastien - Sg - SNUipp - Sn fsu - 58
 HUBERT Benoît - Sg - SNEP - Sn fsu - 8
 CHRISTOFOL Hervé - Sg - SNESup - Bdfn - 49
 ANGOT Michel - Bn - SNUCLIAS - Bdfn - 94
 HAUDIQUET Didier - Sg - SNUACTE - Sn fsu - 51
 PIGOIS Gérard - Bn - SNETAP - Sd fsu - 53
 LEVEDER Bruno - Sg - SNASUB - Sn fsu - 35
 STEYGER Jean-Charles - Sg - SNUTEFI - cdfn - 44
 DAMMEREY Jérôme - Co-sg - SNUEP - Sn fsu - 51
 ALLEMAND Christian - Sg - SNICS - Sn fsu - 84
 MONFORT Patrick - Sg - SNCS - Bdfn - 34
 CHATARD Françoise - SNPES-PJJ - Co-Sd fsu - 66
 CIULKIEWICZ Jean-Luc - Sg - SNE - Bdfn - 84
 SOTTIL Jean-Claude - Sn - SNUITAM - Cdfd - 31
 DANGUY Graziella - SNUASFP - Sd fsu - 33
 BASTIEN Marie-Christine - Sg - EPA - Bdfn - 54
 ROUSSILLOUX Sylvain - SNEPAP - 38
 DEVIN Paul - Sg - SNPI - Bdfn - 93
 GARNCARZYK Igor - Sg - SNUPDEN - Cdfn - 14
 LEMASSON Annie - SUP CDC - Cdfn - 75
 ACAMPORA Dominique - SNUACTE - 71
 ARDENOIS Olivier - SNUACTE - 60
 ASCHIERI Gérard - SNES - fsu CESE - 93
 ATIF Valérie - Sd - SNUipp - 42
 BAFFERT Corinne - Bn - SNES - 38
 BARLATIER Alain - SNES - Sd fsu - 13
 BARTET Sylvain - SNES - Sd fsu - 84
 BARTHEL Nicolas - Can - SNASUB - 75
 BECKER Aline - Sg adj. - SNUipp - Bdfn - 92
 BELLIN Fabienne - Sn - SNES - Cdfn - 78
 BENECH Coralie - Sn - SNEP - Cdfn - 94
 BENOIST Axel - Bn - SNUEP - 35
 BERNADOU Agnès - Co-sa - SNUEP - 81
 BERNARDI Laurent - SNUipp - 6
 BERTHOMIEU Dorothee - SNCS - 31
 BILLES Claire - Sd - SNUipp - 13
 BOJANIC Alexandra - Sd - SNUipp - 61
 BOJKO Nathalie - Rn - SNEP - 5
 BONNEAU Béatrice - Bn - SNASUB - 75
 BONNET Gisèle - Can - SNES - 31
 BOULONNE Karine - Can - SNES - 62
 BRILLET Jacques - Sd adj. - SNUipp - Bdfn - 56
 CAHOUE Marylène - Sn - SNES - Cdfn - 69
 CARA Delphine - SNUTEFI - 44
 CARLOTTI Marie-Pierre - SNES - Sd fsu - 94
 CATELLA Sophia - Rn - SNUipp - 26
 CHABROL Serge - Bn - SNEP - 45
 CHASSAGNE Jean-Christophe - SNUACTE - 35
 CHELALOU Nora - Sd - SNUipp - 974
 CHENET Joël - SNUipp - Sfrn - 94
 CLERY Jean-Marc - SNES - Cfr - 29
 COLAZZINA Agnès - Bn - SNASUB - 13
 CORDELIER Odile - Sn - SNES - Cdfn - 21
 CORREZE Marianne - Can - SNES - 87
 DALIA Françoise - SNUipp - 64
 DAUCE Noël - SNUTEFI - Sn fsu - 75
 DAUNE Monique - Sn - SNES - Cdfn - 75
 DAVID Guislaine - Sd - SNUipp - 35
 DELETANG Claude - SNES - Cfr - 63
 DESSEAUX Luce - Sn - SNUipp - 76
 DIRSON Clément - Bn - SNES - 94
 DOUMERC Thierry - SNUACTE - 82
 DRIDER Khaled - SNES - Sd fsu - 35
 DROUARD Patricia - SNES - Sd fsu - 69
 DUNET Béatrice - Sn - SNUipp - Cdfn - 66
 DUPRAT Christine - Bn - SNESup - 31
 DUVERNY Philippe - SNUACTE - 15
 EGEA Andréa - Sa - SNEP - 973
 ESPINASSE Magali - Bn - SNES - 86
 FERAY Anne - Sn - SNES - Bdfn - 57
 FERRETTE François - Sg adj. - SNASUB - 61
 FRANCOIS Nathalie - Sn - SNEP - 14
 GARNIER Pierre - Sn - SNUipp - Cdfn - 42
 GAUTHIER Béatrice - Bn - SNICS - 35
 GERARDIN Sigrid - Co-sg - SNUEP - 28

Unité et action et sans tendance

Une nouvelle ambition pour notre fédération

Courant majoritaire de la FSU depuis sa création, Unité & Action a fait le choix de l'ouverture dans le but de construire un syndicalisme pluraliste et unitaire, rassembleur et offensif.

- Ouverture aux autres courants de pensée, avec une direction pluraliste, à tous les niveaux,
- ouverture à tous les syndiqués,
- ouverture à la diversité des opinions et approches par la recherche et la construction systématique des synthèses,
- ouverture à la diversité du syndicalisme dans notre pays, par la recherche de l'unité d'action.

Pour Unité & Action, le rendez-vous du Mans doit être celui d'une nouvelle ambition pour notre fédération.

Un regard lucide et sans complaisance sur la situation

Un contexte de crise économique, sociale et environnementale

Le drame quotidien vécu par les migrants aux frontières de l'Europe, est à lui seul révélateur des crises économiques, sociales qui secouent la planète et de l'échec des politiques libérales, austéritaires et bellicistes développées partout dans le Monde.

La crise est aussi environnementale, conjuguant épuisement et destructions des ressources naturelles, anthropisation de la planète, changement climatique...

En Europe, la « troïka » entend imposer son dogmatisme économique y compris aux peuples qui se sont démocratiquement déterminés pour d'autres voies (notamment à la Grèce), alors qu'il conduit à des impasses et toujours plus de souffrance et d'inégalités. En France, CICE, Loi Macron, projet de remise en cause du droit du travail, autant d'exemples qui montrent que le gouvernement mène une politique libérale en décalage profond avec ce qu'avaient été les promesses du candidat Hollande.

Nous avons et nous devons continuer de dénoncer les dégâts économiques, sociaux et environnementaux provoqués par ces politiques, mais la dénonciation ne suffit pas, elle n'offre pas de perspective suffisante et n'est alors pas de nature à rassembler largement. Des propositions alternatives portées, existent mais ne sont pas actuellement suffisamment crédibles, partagées et entendues par le plus grand nombre.

Sans se substituer aux organisations politiques, le mouvement social et la FSU doivent tisser des solidarités avec tous les salariés,

initier, impulser et participer au débat public pour des mesures alternatives permettant le progrès social.

Une crise des institutions, de la représentation, qui n'épargne pas le syndicalisme

Cette situation engendre aussi une crise des institutions et de la représentation sans précédent : la montée très inquiétante de l'extrême droite en est l'un des aspects les plus visibles. La défiance vis-à-vis des institutions représentatives n'épargne pas le syndicalisme : en difficulté pour rassembler et gagner, pour construire un rapport de force suffisant, il continue néanmoins d'être, pour les salariés, le recours en cas de difficultés collectives ou individuelles.

Entendre le message des élections professionnelles

Les résultats aux dernières élections professionnelles n'ont pas permis à la FSU d'atteindre ses objectifs : redevenir la première organisation à la FPE et être représentative à la FPT. Ces élections ont envoyé un signal : il nous faut mieux identifier les attentes des personnels, ré-interroger le rapport que nous entretenons avec les professions, travailler à une meilleure perception de notre projet syndical, de nos propositions pour les services publics. Certes, et heureusement, la fédération conserve une place incontournable dans le secteur public, et au-delà, (pôle Emploi...), dans le mouvement social : la voix de la FSU porte, mais elle doit se faire plus entendre.





Nos orientations pour l'avenir

Mieux faire connaître notre projet syndical

Il est nécessaire d'éclairer et de porter mieux et plus fort notre projet syndical : un syndicalisme de transformation sociale progressiste, et, à cette fin, pour les réformes qui font avancer les droits des salariés, des agents, des retraités, des jeunes, qui améliorent leurs conditions de vie et de travail, qui contribuent à construire une société plus juste, plus solidaire et apaisée, une autre répartition des richesses avec un rôle primordial des services publics. Quels que soient les gouvernements, nous combattons les décisions qui ne vont pas dans le bon sens, mais nous nous engageons aussi quand des espaces de dialogues et de propositions sont possibles. Présente dans les secteurs de l'emploi, la formation, l'éducation, la recherche et la culture, l'éducation populaire, la justice et notamment celle des mineurs, le travail social, la FSU doit porter plus fort encore un projet pour la jeunesse et l'avenir de ce pays.

Travailler au rassemblement

Pour Unité et Action, l'unité syndicale doit être le fer de lance de cette stratégie. Dans une période où les désaccords sont exacerbés, où certains voudraient voir le syndicalisme divisé durablement en deux camps antagonistes, la tentation existe de se replier sur de multiples actions minoritaires, de témoignages. Unité et Action fait le choix de ne jamais renoncer, de chercher ce qui rassemble avant ce qui divise. Il ne s'agit pas d'en rabattre, de s'aligner sur le moins disant, il s'agit au contraire, parce que c'est un gage d'efficacité, de construire des mouvements d'ampleur exigeants en termes de revendications. Le chemin vers cette unité d'action passe souvent par des configurations intersyndicales très diverses qui doivent être respectées quand elles correspondent à des réalités de terrain. Il passe aussi par une implication dans le mouvement social et associatif : Convergence services publics, RESF, ATTAC...

Nous avons depuis toujours l'objectif l'unification du mouvement syndical. Il ne s'agit pas d'imposer des démarches d'appareils que nos mandants, syndiqués, ou militants ne s'approprieraient pas, il s'agit de travailler concrètement, sur des sujets précis, avec celles et ceux qui le veulent et qui partagent notre conception du syndicalisme. Des chantiers ont déjà été lancés, notamment avec la CGT, qui ont permis d'enrichir nos analyses et de conforter nos positions. Ce travail se poursuivra au plus près des salariés, des adhérents, sur des thèmes qui touchent au quotidien dans le but de construire au niveau local des convergences, et dans la perspective de la construction d'un nouvel outil syndical.

Pour un pacte social de progrès

Nos grands axes de revendications charpentent un pacte social de progrès : le partage des richesses, la protection sociale et les solidarités intergénérationnelles, le développement des services publics et de la Fonction publique, la défense de nos métiers, la laïcité et la construction d'une société inclusive où chacun trouve sa place et peut œuvrer pour la communauté, la progression du pouvoir d'achat, celle des salaires, des traitements, des cotisations sociales et des pensions et le rééquilibrage par l'impôt, la construction et la reconnaissance de droits pour les citoyens, le développement économique contrôlé dans le cadre d'une transition écologique, le combat sans faille contre toute régression sociale, l'égalité et le respect de l'autre. C'est à cette fin que la FSU a œuvré pour que les organisations syndicales (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU et Solidaires) élaborent et signent le texte : « Après le 11 janvier, vivre et travailler ensemble ». Il y a urgence à le faire vivre, à le diffuser, à le discuter afin qu'il devienne un des outils de reconstruction d'un lien social qui se délite. C'est aussi le sens de la campagne unitaire contre l'extrême droite que la FSU a initiée.

Renforcer la Fédération

Au moment où la mondialisation explose, et où l'Europe entend être le lieu de définition des orientations politiques des États, la FSU doit contribuer à la construction et au développement d'un syndicalisme international et européen. Tout en poursuivant sa campagne spécifique pour les services publics, elle doit aussi pouvoir s'engager dans les dynamiques interprofessionnelles pour contribuer et participer pleinement des démarches unitaires d'intérêt général des salariés, privés d'emploi et retraités au plan national et international. Renforcer notre outil fédéral, poursuivre notre positionnement dans la Fonction Publique d'État et dans la Territoriale, prendre toute notre place dans l'ensemble des débats nationaux et internationaux passe par une implication plus forte des syndicats nationaux dans le fonctionnement de la FSU.

Construire un syndicalisme de transformation sociale actif, indépendant et démocratique, construire des dynamiques interprofessionnelles rassemblant largement les salarié-es, sur les revendications à construire avec les personnels et les actions à mener : c'est l'objet de notre 8^e congrès.

Pour conforter cette conception de l'orientation et de l'activité syndicale, Votez pour la liste « Unité & Action et sans tendance » !

GHIS Richard - SNES - Cfr - 13
 GOMBERT Chrystel - Cs - SNUipp - 31
 GRES Lucille - Sa - SNEP - 87
 GUEREFCHI Safia - SNICS - 85
 GUEVILLE Claire - Can - SNES - cdfn - 76
 GUICHARDAZ Emmanuel - Cn - SNUipp - Sn fsu - 69
 GUIGONNET Maryvonne - SNES - Sd fsu - 83
 HERAUT Valérie - Bn - SNES - 44
 HUBERT Roland - Co-sg - SNES - Bdfn - 63
 JADE Yves-Marie - Sd - SNUipp - 59
 JOUVE Thierry - Bn - SNES - Cfr - 30
 KAHANE Claudine - Ca - SNESup - 38
 KOELBLEN Jean-Marie - Sd - SNUipp - 68
 KOSC Olivier - Sn - SNUipp - Cdfn - 51
 KRAEMER Emmanuelle - Can - SNES - 45
 LACROIX Jacques - Sn - SNES - Cdfn - 44
 LAGOUGE Nathalie - Rn - SNUipp - 27
 LANCETTE Eliane - SNUipp - Trés. nat fsu - 75
 LAUTON Michèle - Ca - SNESup - Cdfn - 75
 LE FIBLEC Hervé - Bn - SNES - 60
 LE NY Arnaud - Ca - SNESup - 94
 LE PAIH Gwenaél - Bn - SNES - 35
 LECHEVALLIER Caroline - Sn - SNES - Cdfn - 75
 LEDUFF Catherine - SNUipp - 67
 LEMAIRE Arlette - Bn - SNASUB - Bdfn - 54
 LEMÂTRE Arnaud - Sn - SNASUB - Cdfn - 66
 LEMONNIER Paul-Henry - Sn - SNEP - Cdfn - 14
 MARAND Xavier - Sg adj. - SNES - Cdfn - 38
 MARIINI Emmanuelle - SNES - Can - 2A
 MAUSS Christelle - Sd - SNUipp - Sd fsu - 54
 MAUVILLAIN Christophe - Sa - SNEP - 16
 MERAL Jean-Pascal - Bn - SNES - 33
 MERCY Véronique - SNES - Cfr - 45
 METZGER Régis - Sn - SNUipp - Cdfn - 57
 MONNIER Marie Agnès - Bn - SNES - Cdfn - 76
 MOREAU Hervé - SNES - 64
 MORETTI Bernard - SNUACTE - 17
 MORNETTAS Jean-Jacques - Sn - SNES - Trés. adj fsu - 93
 NATTER Gwenaëlle - Rn - SNEP - 54
 NEVEU Marc - Ca - SNESup - 21
 OLIVIER Michelle - Sn - SNUipp - Cdfn - 80
 OUDINET Marc - SNUACTE - 51
 PACTEAU Chantal - SNCS - 75
 PAGNIER Serge - Sg adj. - SNETAP - 8
 PALACIO Nina - SNUipp - 89
 PIECUCH Catherine - Sa - SNES - Sd fsu - 62
 PIGUET Philippe - SNES - Co-cfr - 25
 PINAULT Claire - Sr - SNETAP - 77
 POPINEAU Francette - Sn - SNUipp - Cdfn - 86
 POURVENDIER Carole - SNICS - 34
 PUERTOLAS Hélène - Sg adj. - SNUCLIAS - 11
 RAMONDOU Dominique - Can - SNASUB - 31
 REYGADES Thierry - Sn - SNES - Bdfn - 75
 RIZZO Nelly - Sd - SNUipp - 41
 RODRIGUES Victor - Sa - SNES - 974
 ROGER Anne - Sn - SNESup - 69
 SABLIC Didier - Sg adj. - SNEP - Bdfn - 94
 SARRASIN Aurélie - Bn - SNES - Cdfn - 75
 SCHNEIDER Rachel - Sd - SNUipp - 93
 SECHET Emmanuel - Bn - SNES - 72
 SEGUR Eddy - SNUipp - Sd fsu - 971
 SIPAHIMALANI Valérie - Sg adj. - SNES - Cdfn - 75
 SOLDAT Patrick - Sn - SNES - hdf
 SUEUR Eric - SNUipp - Cfr - 77
 TASSEL Stéphane - Ca - SNESup - Sn fsu - 77
 TESTE Benoît - Bn - SNES - 69
 TRAMONI Laurent - Bn - SNES - 13
 VERTALE-LORRIOT Valérie - Sa - SNES - 972
 VIALLE Michel - Bn - SNES - 92
 VIBERT-GUIGUE Alain - Rn - SNUipp - 66
 VIGNER Yoann - Bn - SNETAP - 53
 VOLLOT Philippe - SNUCLIAS - cdfn - 94
 WALLET Nicolas - SNUipp - Sd fsu - 75





Liste à l'initiative de l'ÉÉ (École Émancipée)

Ponvert Véronique - 76 - SN FSU éduc
Zappi Laurent - 95 - SN FSU orga. vie fédé.
Bornais Claire - 59 - SN SNESUP
Navarro Christian - 31 - SG-adj SNUIPP
Lauffenburger Isabelle - 75 - co SG SNUEP
Clérembaux Daniel - 87 - SGA SNUCLIAS
Pasty Véronique - 93 - SG SNUTEFI
Faujour Michel - 93 - SNPESPJJ
Sillam Olivier - 6 - SN SNES
Taillandier Christian - 35 - SN SNUITAM
Fouillard Judith - 25 - BDFN FSU situ. personnels
Viéron-Lepoutre Christian - 25 - BN SNASUB
Behar-Bonnet Véronique - 17 - BN SNEP
Chaouat Gérard - 75 - BN SNCS
Canu Jean-Marie - 76 - SFR nat.
Philton Rémi - 33 - CSN SNETAP
Soumaillé Valérie - 86 - BDFN FSU femmes
Thomas Denis - 60 - BDFN FSU Serv. Pub.
Cerf Brigitte - 75 - BDFN FSU droits et lib.
Rivoire Julien - 93 - BDFN FSU international
Devesa Pierre - 1 - BD SNUIPP
Monier Sandrine - 3 - coord acad SNUIPP
Corsin Eric - 6 - CAN SNPESPJJ
Brunon Cécile - 7 - Co SD FSU
Fouhali Ben Ali - 8 - BD SNUIPP
Faget Marc - 9 - Co SD FSU
Chanelle Monique - 10 - Co SD SNUIPP
Blanch Dominique - 11 - BD SNES
Burgat Jean-Louis - 11 - SD SNUIPP
Tavernier Valérie - 12 - Co SD FSU
Allione Carole - 13 - SD adj SNUIPP
Cavallo Marion - 13 - Sec rég SNPESPJJ
Guimard Florimond - 13 - BD SNUIPP
Burnouf Emeric - 15 - Co-SD SNUIPP
Grizet Guy - 17 - Co-SD SNUIPP
Aymard Philippe - 21 - Sec. Rég. SNPESPJJ
Chambarlhac Francis - 21 - Co SD FSU
Ropiteaux Cécile - 21 - BDFN FSU
Constant Samuel - 22 - BD SNUIPP
Perducat Vincent - 24 - SD SNUIPP
Lardier Mathieu - 25 - CN SNUEP
Turki Blandine - 25 - Co-SD SNUIPP
Lagarde Laurent - 26 - BD SNUIPP
Adams Pascal - 27 - CAA SNES
Place Corinne - 30 - CS SNUIPP
Akielewicz Agnès - 31 - BN SNES
Cadreils Laurent - 31 - coord acad SNUIPP
Esquerré-Montagnini Cécile - 31 - SD adj SNES
Gadier Jean Philippe - 31 - Co SD SNUIPP
M'Hedhbi Emmanuel - 31 - BN SNU Pôle emploi
Perillat Marie Cécile - 31 - BN SNES
Dumand Agnès - 33 - Co-SD SNUIPP
Laborde Laurence - 33 - BD FSU
Martinez Adrien - 33 - CS SNUIPP
Richard François - 33 - Bur acad SNES
Verdeyrou Pierre - 33 - Bur acad SNUEP
Catala Agnès - 34 - Bur acad SNUEP
Fortunato Vito - 34 - BN SNPESPJJ
Kordjani Magali - 34 - Co-SD SNUIPP
Pillooy Jean - 34 - BDFD FSU
Reus Cécile - 34 - Sec. Rég. SNPESPJJ
Guillou Sylvie - 35 - SN SNUITAM
Laingui Héléne - 35 - Bur acad SNUASFP
Pronost Colette - 35 - BN SNU Pôle emploi
Texier Arnaud - 35 - BD SNUIPP
Martinez Vincent - 37 - CDFN FSU
Bouvot Virginie - 39 - BN SNUEP
Duty Catherine - 39 - CA SNCS
Gautheron Claude - 39 - SN SNUIPP
Letourneux Dominique - 39 - SD FSU
Pszola Nathalie - 39 - Co-SD SNUIPP
Roca Elise - 40 - CAA SNES
Fougeron Lionel - 42 - CAA SNES
David Mary - 44 - CAN SNESUP
Marange Sylvain - 44 - BN SNES
Sierra Céline - 44 - Co SD SNUIPP
Valin Bernard - 44 - coord acad SNUIPP

À l'initiative de

l'ÉÉ (École Émancipée)

Un syndicalisme offensif pour une alternative à l'austérité !

L'Europe en crise

L'été a été marqué par la volonté de l'Union européenne de briser les espoirs de changement du peuple grec. Pendant 6 mois, le nouveau gouvernement a essayé de desserrer le carcan austéritaire, mais l'intransigeance des dirigeant-es de l'UE, et la faiblesse du rapport de forces en Europe, ont conduit à une défaite par l'imposition d'un 3e mémorandum.

Tous les peuples de l'UE sont visés : euro et austérité sont indissociables. Pas de place pour les remises en cause, ni pour les politiques alternatives, sinon dehors ! La violence de ce diktat doit amener la FSU et tout le mouvement syndical à réfléchir à la façon de construire des mobilisations contre l'austérité. Pour en finir avec une Europe qui étouffe les peuples et se comporte comme une forteresse assiégée en laissant mourir des milliers de réfugié-es migrant-es à ses portes, il lui faudra refuser de se soumettre au cadre imposé en affrontant son propre gouvernement et ceux du reste de l'UE... en convergence avec les peuples des autres pays.

L'urgence climatique

Les records de chaleur moyenne se succèdent. 2014 a vu pour la 1ère fois le nombre de « déplacé-es climatiques » dépasser celui causé par les conflits armés. Le dérèglement climatique est là et les politiques pour y faire face se font cruellement attendre, dans les sommets internationaux (COP21) comme au niveau national. La FSU et le mouvement syndical doivent enrichir leur projet de transformation sociale en articulant exigences de transition écologique et justice sociale, en portant les revendications sociales au cœur du mouvement pour la justice climatique.

Président des patrons

En France, Hollande et Valls ont accentué leur orientation libérale, aggravant la situation de la population et dégradant ses droits. Le Pacte de responsabilité, par la politique de l'offre, favorise le patronat et ne permet aucune amélioration de l'emploi. La loi Macron est un concentré de mesures de régressions sociales, et de nouvelles attaques sont

prévues sur le droit du travail. Même les outils de l'égalité professionnelles femmes/hommes ont été enterrés.

La profonde réforme de l'État, incluant la réforme territoriale, a pour objectif principal d'en finir avec l'État social et de livrer encore plus les services publics, les territoires et leurs populations au libéralisme.

Avec un gouvernement « de gauche » faisant la politique de la droite, combattant toute idée d'alternative à l'austérité, détournant encore plus la population de l'action collective, pas étonnant que la résignation l'emporte et que l'extrême-droite se renforce au point d'être aux portes du pouvoir.

Le syndicalisme a une responsabilité majeure pour que cette résignation se transforme en colère et nourrisse des mobilisations sociales. Il doit livrer ses analyses sans complaisance vis à vis des politiques en cours, mener campagne pour promouvoir des alternatives progressistes, proposer aux salarié-es des perspectives de luttes pour affronter les politiques de ce gouvernement.

Construire l'alternative au libéralisme

C'est ainsi qu'il sera possible de faire échec à la montée du FN qui attire les déçu-es et les désorienté-es. Les idées d'extrême droite prospèrent et se nourrissent de la désespérance sociale et économique qui frappe les populations les plus fragilisées, mais aussi du sentiment de déclassement qui touche les classes moyennes. Elles attisent l'intolérance, le racisme, les discriminations et le climat nauséabond qui, au prétexte de la guerre contre le terrorisme, entretient la haine de celles et ceux qui sont considéré-es comme « étrangers ». **Notre projet de société ne peut se concevoir dans la peur et le rejet de l'autre : les dérives sécuritaires, la loi renseignement, les atteintes aux libertés sont de mauvaises réponses qui alimentent la fragmentation de notre société. Le syndicalisme doit mettre toutes ses forces pour y faire échec.**

Des mesures indispensables

Augmentation du SMIC et des minima sociaux,



arrêt des licenciements et de la précarité, égalité d'accès aux droits, renforcement de la protection des salarié-es, plus de services publics pour plus d'égalité et de justice sociale. Il faut changer cette politique migratoire répressive et imposer l'accueil correct des réfugié-es comme la régularisation des sans papiers. Il faut rompre avec l'École de la sélection et de l'employabilité, avec ce système éducatif inégalitaire, éclaté sur le territoire et porter le projet d'une École émancipatrice, publique et laïque. Il faut une véritable réforme fiscale pour imposer une autre répartition des richesses.

Le syndicalisme contre l'austérité

Ce gouvernement, comme sa politique, sont résolument à combattre. Les attaques généralisées mériteraient une riposte globale interprofessionnelle. Pourtant, depuis 2012, très peu de mobilisations interprofessionnelles dignes de ce nom ! Et aucun relais, aucune explicitation des enjeux des mobilisations sectorielles portant l'intérêt général des salarié-es (SNCF, Air France, hôpitaux...). Une partie du mouvement syndical s'est fourvoyée dans un accompagnement de mesures gouvernementales. Même si elle en tire quelques bénéfices électoraux, elle se trouve malgré tout en difficulté devant le peu de résultats de la politique en question.

Pour favoriser la mobilisation des salarié-es, le syndicalisme doit unir ses forces. La journée interpro du 9 avril a été une première étape réussie de reconstruction des forces. Proposer des échéances de mobilisation est une nécessité pour reprendre la main, il faut en penser les modalités et le rythme. **Avec les organisations qui se réclament, comme la FSU, d'un syndicalisme de transformation sociale, il faut être à l'initiative, mener des campagnes de conviction unitaires, proposer l'unité la plus large et s'engager avec ceux qui veulent. Le syndicalisme doit être à l'initiative de convergences entre les salarié-es des secteurs en lutte, mais aussi avec les précaires, les privé-es d'emploi, les étudiant-es. Il peut contribuer à la construction d'un front (associant syndical, associatif, politique) pour porter un autre projet de société.**

Ne pas s'engluer dans le « dialogue social »

Celui-ci tend à être une arme du gouvernement pour « endormir » les syndicalistes. La FSU, comme d'autres, a voulu y croire et a participé aux discussions pour faire évoluer les dossiers liés à la Fonction publique. Mais si la MAP remplace la RGPP, seul le nom change. La gouvernance et le management sévissent, les agent-es connaissent des condi-

tions de travail plus difficiles, des carrières plus longues, sans réelle perspective d'amélioration du pouvoir d'achat puisque le point d'indice est gelé et que les longues négociations PPCR débouchent sur des mesures vraiment insuffisantes et différées dans le temps. Dans l'éducation, la réforme des rythmes et celle du collège, rejetées largement par les collèges concernés, ont été imposées malgré de larges mobilisations. Ces passages en force, comme les recours au 49.3 sur la loi Macron, montrent ce qu'il en est du « dialogue social » pratiqué. **On ne peut faire l'économie du rapport de force sans lequel il est vain de penser pouvoir peser sur les choix gouvernementaux et « gagner » dans des négociations.**

Quel avenir pour la FSU ?

Les élections professionnelles n'ont pas permis de reconquérir la première place dans la Fonction Publique d'Etat, ni de conforter suffisamment sa place dans la Fonction Publique Territoriale. Elle s'est affaiblie dans l'éducation, parce qu'elle n'a pas su répondre aux attentes des personnels sur des dossiers importants.

Elle a avant tout besoin de renforcer ce qui fait sa force, son fonctionnement pluraliste permettant des synthèses partagées. La remise en question de la majorité qualifiée à 70 % aurait l'effet inverse et fragiliserait notre fédération.

Il faut travailler sur plusieurs axes :

- affermir son positionnement par rapport à la politique gouvernementale et la mettre au centre des propositions de mobilisations unitaires ;
- renforcer un fonctionnement fédéral favorisant le développement de chacun, afin d'affirmer partout la FSU, notamment dans la territoriale par la fusion de ses syndicats ;
- travailler avec la CGT et Solidaires au rassemblement du syndicalisme de transformation sociale dans la perspective d'un nouvel outil syndical qui soit à la hauteur des défis à venir, notamment avec un après 2017 très difficile. . .

De ce congrès doit sortir une FSU renforcée, encore plus pluraliste, encore plus fédérale dans les départements, les régions et nationalement. Une FSU porteuse de mobilisations, de dynamique interprofessionnelle, active dans la construction d'un large mouvement social.

L'ÉÉ appelle toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à travailler et à agir ensemble dans la FSU.

Votez et faites voter pour la liste à l'initiative de l'ÉÉ (École Émancipée).

Bastide Castello Anne - 45 - Bur.SD FSU
De San Mateo Ghislaine - 47 - Sec Acad SNES
Denizot Mylène - 47 - CDFN FSU
Noël Pierre - 47 - BN SNUITAM
Perret Nathalie - 48 - Co SD FSU
Godet Jean Luc - 49 - BN SNESUP
Hélou Christophe - 49 - Co SD FSU
Besuelle Pascal - 50 - co SD FSU
Falicon Jérôme - 51 - SN SNUIPP
Jacques Catherine - 52 - co SD FSU
Lanzi Patrick - 54 - Sec. acad. SNUEP
Schmitt Julie - 54 - sec.SD FSU
Nicolas Isabelle - 54 - BD SNUIPP
Roudier Romaric - 56 - Sec acad SNES
Vilbois Yves - 57 - Bur. Acad. SNES
Enclos Philippe - 59 - SN SNESUP
Habera Nicolas - 59 - BN SNEP
Wattel Anne - 59 - CAA SNES
Abraham Sophie - 60 - co SD FSU
Knoff Gervaise - 60 - SN SNUIPP
Ripart Pierre - 60 - SD SNUIPP
Viguière Bénédicte - 60 - co SD FSU
Pontzele Laurence - 62 - BD SNUIPP
Blanchard Mathilde - 64 - SD SNUIPP
Bousquet Renaud - 64 - SD adj FSU
Darroman Ingrid - 65 - SNES
Martin Claude - 65 - Co-SD SNUIPP
End Gauvain - 67 - SD FSU
Maillard Pascal - 67 - SN SNESUP
Solunto Virginie - 67 - SN SNUIPP
Thil Pascal - 67 - Sec. acad. SNUEP
Charbonnier Vincent - 69 - BN SNESup
Elia Rosario - 69 - SD adj FSU
Poupet Sébastien - 69 - BN SNASUB
Rollin Marc - 69 - Bur.acad SNES
Larrouy Marie - 71 - BD SNUIPP
Lahaye Florence - 72 - Co SD SNUIPP
Le Gall Catherine - 72 - SD FSU
Millot Nadine - 72 - SD SNICS
Curallucci de Peretti Amélie - 75 - CA acad SNASUB
Malaisé Arnaud - 75 - SN SNUIPP
Poirét Benjamin - 75 - BN SNUCLIAS
Sabater Philippe - 75 - BN SNU Pôle emploi
Saouli Lydia - 75 - SN SNUTEFI
Watteau Eric - 75 - CAA SNES
Berche Pierre Emmanuel - 76 - CDFN FSU
Lefevre Clément - 76 - BN SNES
Pontoizeau Nolwenn - 76 - BN SNES
Rio Stéphanie - 76 - BD FSU
Grignon Thierry - 77 - Co SD SNUIPP
Guerin Julien - 77 - BD FSU
Hervouët Elisabeth - 77 - CAN SNES
Cerisier Jérôme - 78 - CAA SNES
Palpacuer Lydie - 79 - Co-SD SNUIPP
Siaudeau Julie - 79 - BN SNES
Drû Nathalie - 80 - CDFD FSU
Verdier Thomas - 81 - Co SD FSU
Mangenot Guillaume - 82 - Co SD SNUIPP
Berlioz Barbier Claudine - 84 - BN SNUCLIAS
Caminade Pierre - 85 - Co SD SNUIPP
Colin de Verdrière Annick - 86 - Bur acad SNES
Lajaumont Sonia - 87 - SD SNEP
Masselin Marina - 87 - CAA SNES
Maucotel Sébastien - 88 - Sec. Rég. SNPESPJJ
Prisot Arnaud - 89 - BD FSU
Tapie Géraldine - 90 - SD SNUIPP
Rio Emmanuelle - 91 - SNESUP
De Cock Laurence - 92 - SNES
Robert Julie - 92 - BN SNASUB
Bekhtari Grégory - 93 - CAN SNES
Bouhaddi Fatima - 93 - BN SNUITAM
Cormier Amandine - 93 - Bur. Acad. SNES
Danglot Thomas - 93 - Sec. Rég. SNPESPJJ
Giromini Raphaël - 93 - CAN SNES
Kownacki Valérie - 93 - BD SNUIPP
Zafari Sophie - 93 - CDFN FSU
Guintrand Thierry - 94 - BD SNUIPP
Heurtebize Hervé - 94 - SN SNUCLIAS
Piaget Natacha - 94 - CAN SNES
Boiron Laurent - 95 - BN SNES
Rochat Fabienne - 973 - Co SD SNUIPP
Dor Marie Hélène - 974 - Co SD FSU
Picard Christian - 974 - Co SD FSU

Liste Unité, revendications, indépendance syndicale (URIS)

LEFEBVRE Jack - SNES - 78
 AURIGNY Jacques - SNASUB - 75
 DELAYE Geraldine - SNUipp - 67
 DANRY Edith - SNES - 21
 DUBESSY Jean - SNCS - 54
 PIEPRZOWNIK Pierre - SNASUB - 31
 LEVECQUE Anne Catherine - SNUipp - 57
 COLLAY Marie Claude - SNES - 42
 LE BEUVANT Jacques - SNASUB - 29
 ROUX Olivier - SNES - 2a
 LABAT Bernard - SNUipp - 13
 TOURNEUR Carine - SNES - 21
 BODIN Martine - SNES - 93
 ESTEVE Serge - SNUipp - 34
 MIGNOT Yacha - SNES - 13
 BISMUTH Simone - SNES - 92
 ANDRIE Catherine - SNES - 34
 MONNOT Fabrice - SNES - 68
 VEYSSIERE Bernard - SNCS - 86
 LEBARS Loïc - SNES - 44
 LE TUHAUT Patrick - SNASUB - 29
 ACKERMANN Thibaut - SNES - 92
 ADAM Jean Pierre - SNES - 74
 ALBERT Patrice - SNES - 74
 ALIS Gwenaëlle - SNASUB - 29
 AMATO Jean-François - SNES - 13
 AOUNI Marie-Thérèse - SNASUB - 29
 AUGER Joëlle - SNES - 93
 BABIN Dominique - SNASUB - 56
 BACLE Étienne - SNETAP - 94
 BARTHEL Françoise - SNUIPP - 67
 BEL Clémentine - SNES - 13
 BELIAH Jean Jacques - SNES - 69
 BENAZOUZ Sofiane - SNES - 13
 BIENFAIT Laure - SNUIPP - 67
 BOISSINOT Pierre - SNES - 78
 BOLZER Muriel - SNASUB - 29
 BONGARD Antoinette - SNES - 21
 BORDET Emilie - SNUIPP - 54
 BORGES Joachim - SNES - 95
 BOURGOIN Cathy - SNES - 13
 BOURNE-CHASTEL Christine - SNES - 13
 BOURSE Alexandra - SNES - 21
 BRAVIN Stefania - SNES - 68
 BROUARD Jean-Marc - SNES - 95
 BUIRE Michel - SNES - 69
 CAMELIN Eric - SNES - 58
 CATALOGNE Jean - SNES - 94
 CAVALLUCCI Rémy - SNASUB - 91
 CHARPY Claire - SNES - 42
 CHAUVET Sergio - SNES - 68
 CHEVALIER Monique - SNES - 77
 CIMBARO Mireille - SNUipp - 67
 CLAUDEON Carole - SNEP - 78
 COGNARD Laura - SNES - 44
 COLAS Philippe - SNES - 71
 CONIL Jean-Michel - SNES - 13
 DAHAN Danielle - SNES - 69
 DANIEL Julien - SNES - 58
 DAUDE-MIOTTE Catherine - SNES - 21
 DEBORD Sylvie - SNETAP - 58
 DE ROHAN-CHABOT Jean - SNES - 58
 DEFRANCE Marie - SNES - 21
 DELVA Laurent - SNCS - 21
 DESBROSSE Marc - SNES - 69
 DESUMER Vivien - SNUIPP - 57
 DIAZ Valérie - SNES - 13
 DJUKIC Jean-Pierre - SNCS - 67
 DUBOIS Marie-José - SNES - 21
 EHLENBERGER Carole - SNCS - 67
 EICHENLAUB Adèle - SNUIPP - 67
 ELIES Isabelle - SNES - 21
 ESKENAZI Line - SNES - 93

Unité, revendications, indépendance syndicale (URIS)

Une seule orientation syndicale est possible : Non à l'accord PPCR, défense de nos statuts, grève pour les revendications

Ce texte est rédigé le 16 septembre, jour où le CDFN de la FSU a décidé de signer l'accord PPCR (Parcours Professionnels, Carrières, Rémunérations).

La signature de cet accord est une question centrale pour le syndicalisme. Cet accord permet une remise en cause de nos statuts, facilite les suppressions de postes et la mobilité forcée dans la fonction publique. C'est l'indépendance de notre organisation syndicale vis-à-vis du gouvernement et de sa politique qui est en jeu.

Un débat intense a eu lieu. Les sections départementales et syndicats nationaux étaient mandatés après réunion de leurs instances ou consultation des personnels. Un premier vote indicatif a donné les résultats suivants : Pour 82, Contre 51, Abstentions 2 et Refus de vote 16. Ainsi, 60,7 % des suffrages exprimés étaient favorables à la signature, loin des 70 % requis par les statuts. Dans ces conditions, la FSU ne pouvait pas signer le protocole.

Au vu de ces résultats, une suspension de séance a alors été demandée.

Au deuxième vote, il y a eu 88 voix Pour, 36 Contre, 1 Abstention et 21 Refus de vote ; soit 70,4 % de votes favorables, autorisant la FSU à signer le protocole. Comment expliquer un tel écart entre les deux votes ?

C'est précisément sur l'opposition à la signature de l'accord PPCR que notre liste URIS s'est constituée, sous forme d'un regroupement de militants au-delà des clivages artificiels de tendances. Nous poursuivrons dans cette voie.

À quelle rentrée avons-nous été confrontés ?

Dans des dizaines de départements il a manqué des centaines d'enseignants dès la rentrée.

La réforme des rythmes scolaires se poursuit, livrant l'école et ses personnels à la territorialisation et le périscolaire aux prestataires de services privés. C'est la désorganisation

la plus totale assortie de coûts supplémentaires pour les familles en lieu et place de l'école laïque, gratuite et obligatoire, favorisant ainsi les écoles privées.

Dans plusieurs académies la réforme du collège est « expérimentée ».

Les nouveaux décrets d'août 2014 qui s'appliquent pour tous les enseignants des collèges et des lycées permettent aux chefs d'établissement de multiplier les réunions au motif qu'elles sont dorénavant incluses dans les « missions liées » des enseignants.

Face à des situations insupportables dans de très nombreux établissements des réunions syndicales se sont tenues, des assemblées générales se sont réunies. L'action a été décidée, souvent en liaison avec les parents, et, dans ce processus, une grève a été décidée pour le 17 septembre, pour l'abrogation de la réforme du collège par l'intersyndicale du second degré (SNES, SNEP, SNFOLC, CGT, SUD Education...).

Dans ce contexte, le gouvernement demande aux organisations syndicales de signer un accord sur les carrières et les salaires... bloqués depuis 5 ans : l'accord PPCR (Parcours Professionnels, Carrières, Rémunérations).

Que contient le protocole d'accord PPCR ?

Pouvait-on dire, comme l'a fait le quatre pages de la FSU, « le protocole intègre un certain nombre de ces préoccupations. En ce sens il peut constituer une étape dans un processus de revalorisation des carrières et des salaires. » ?

« Une étape dans un processus de revalorisation des carrières et des salaires » ? Il ne comporte aucune mesure d'augmentation générale des salaires pour les 5 millions de fonctionnaires par la fin du gel du point d'indice, mais une clause prévoyant « Une négociation salariale [...] dès février 2016 » pour « examiner la revalorisation du point d'indice au vu des indicateurs économiques ». Chacun

comprend ce que cela veut dire : le blocage des salaires, le gel du point d'indice jusqu'au 1^{er} janvier 2017. Mais l'essentiel de ce projet d'accord porte, en réalité, sur tout autre chose. 7 pages sur 15 sont consacrées à des attaques contre notre statut. Le préambule le dit clairement : « *le statut doit s'adapter pour faciliter la mobilité des agents* ».

Citons ses propositions : « *Des dispositions statutaires communes à plusieurs corps et cadres d'emploi seront mises en place* », « *même architecture de carrière, même grille indiciaire, mêmes références indemnitaires* », « *fusion des corps* », « *programme de simplification statutaire* », « *favoriser les mobilités volontaires* », « *règles de mobilité simplifiées* », « *les parcours professionnels au sein d'une même zone géographique seront facilités* », « *bourse d'emplois entre les trois volets de la Fonction publique* ».

Disons-le nettement : ce projet d'accord, s'il était majoritairement signé par les organisations syndicales, marquerait une étape décisive dans la remise en cause des garanties statutaires propres aux trois volets de la fonction publique (état, collectivités territoriales, hospitalière). Le cœur du projet d'accord est de faciliter la mobilité des personnels entre les trois versants de la fonction publique ainsi que les suppressions de postes.

Ce volet du protocole est indissociable de la réforme territoriale en cours qui doit s'appliquer dès janvier 2016.

En effet, avec la réforme territoriale, des dizaines de milliers d'agents sont menacés d'une mobilité forcée. Il ne s'agit en aucun cas de favoriser la mobilité choisie des personnels mais bien d'imposer la « *mobilité fonctionnelle ou géographique* » à ces milliers de fonctionnaires. D'ailleurs, un complément individuel d'accompagnement a été institué pour les agents mutés ou déplacés.

Avec la nouvelle carte des régions 10 700 emplois sont menacés. Par exemple en Auvergne, ce sont 1 100 emplois qui doivent être supprimés et déplacés vers Rhône-Alpes. Quelles conséquences concrètes sur le quotidien de ces centaines de personnels ? Dans tous les cas, il s'agira d'une dégradation considérable de leurs conditions de vie.

Avec la signature de l'accord PPCR, notre fédération va se trouver placée dans une position d'accompagnement des politiques de démantèlement des services publics. Cette signature n'est-elle pas un obstacle à la mobilisation des personnels ?

Une seule orientation syndicale est possible : la défense de nos statuts, la grève pour les revendications, comme pour l'abrogation de la réforme du collège

Nous nous félicitons du texte adopté à l'unanimité par le CDFN de mai 2015, proposé par le SNES et le SNEP, qui déclare : « *Quant à la réforme du collège, la publication des textes réglementaires le 20 mai au lendemain de la grève inter-syndicale majoritaire dans les collèges constitue à la fois une provocation et un mépris pour les personnels. [...] L'autonomie promue aura enfin pour conséquence la mise en concurrence des personnels dans les établissements, et des collèges sur le territoire. [...] La FSU n'accepte pas cette situation et rappelle qu'il est inconcevable de discuter d'une quelconque circulaire d'application de textes qu'elle rejette. [...] Elle demande l'abrogation du décret et de l'arrêté publié au Journal officiel du 20 mai et l'ouverture de discussion pour une réforme qui s'attache à la mixité scolaire et sociale, à la réussite des élèves, aux conditions de travail des personnels. Elle appelle tous les personnels à amplifier la mobilisation.* »

La grève pour les revendications

Après la grève interprofessionnelle du 9 avril contre le pacte de responsabilité, il faut poursuivre, comme lors de la grève du 19 mai pour le retrait de la réforme du collège, dans la voie de l'action commune avec la CGT, FO et Solidaires, pour bloquer les politiques d'austérité menées par le gouvernement avec l'aide de la CFDT et de l'UNSA, qui soutiennent le pacte de responsabilité, la loi Macron et ont voté pour la réforme du collège.

Dans les établissements des assemblées générales sont réunies avec les organisations syndicales pour combattre les mesures qui s'appliquent en cette rentrée. L'intersyndicale du second degré a décidé d'une grève pour l'abrogation de la réforme du collège le 17 septembre. Nous nous en félicitons.

Cela ne pose-t-il pas la question de la grève jusqu'au recul de la ministre ?

C'est en préservant son indépendance vis-à-vis du gouvernement, quel qu'il soit, que le syndicat peut défendre les revendications des personnels et leur permettre de stopper l'offensive destructrice actuelle. C'est le mandat que nous défendons dans les instances de la FSU. En constituant cette liste, nous entendons y contribuer.

ESTIENNE Régine - SNES - 13
 FARDEHEB Rachid - SNES - 95
 FAUDOT Joel - SNES - 21
 FETILLE Annie - SNUIPP - 13
 FEVRIER Françoise - SNES - 88
 FIANCETTE Marie - SNES - 95
 FLEURY Monique - SNUIPP - 13
 FLOURY Emmanuelle - SNES - 49
 FOUQUET Marcel - SNUACTE - 92
 FRAYSSE Agnes - SNES - 69
 GAILLARD Madeleine - SNES - 21
 GAILLARD Marie Lise - SNES - 21
 GAUDILLERE Nadine - SNES - 69
 GEMBERLE Jean - SNES - 68
 GERARD Nathalie - SNES - 92
 GIBERT Philippe - SNES - 21
 GIORGETTI Philippe - SNASUB - 67
 GOY Hélène - SNES - 30
 GRIVEAU Catherine - SNUIPP - 92
 HALLIGAN Lauren - SNES - 78
 HARNISCH Jean-Guy - SNUIPP - 67
 HEDIN Jean - SNES - 92
 HELLAL Thomas - SNES - 93
 HIFFLER Michèle - SNES - 68
 HOFFMANN Karine - SNUIPP - 68
 HOOHS Muriel - SNES - 13
 HUIN Stéphanie - SNES - 88
 JOURDAN Yannick - SNASUB - 56
 JUGEAU Frédéric - SNES - 21
 JULIEN Lionel - SNASUB - 29
 KHIATHI Myriam - SNUIPP - 67
 KLEIN Vincent - SNUIPP - 67
 LARROQUE Christine - SNASUB - 95
 LE THOMAS Françoise - SNASUB - 22
 LEFEBVRE Michel - SNES - 93
 LEFLON Astrid - SNES - 95
 LESSAVRE-MERLE Sophie - SNES - 21
 LE ROUX Nelly - SNASUB - 29
 LEUDIERE Léone - SNASUB - 29
 LEUTREAU Benoit - SNES - 21
 MARCONNET Agnes - SNUipp - 93
 MARION Dominique - SNES - 21
 MARTIN Angel - SNES - 68
 MAUGET Anaëlle - SNES - 21
 MINABERRIGARAY Valentine - SNES - 68
 MONOT Adeline - SNUIPP - 57
 MOUCHIQUEL Haridas - SNES - 21
 MOZHER Abderrahim - SNUCLIAS - 21
 MURAT Jean-Christophe - SNESUP - 13
 OLIVI Nathanael - SNUIPP - 21
 PAGANO Isabelle - SNES - 78
 PÈRE Jacques - SNES - 77
 PICON Denis - SNES - 69
 PINKERT Emmanuelle - SNES - 92
 PUICERCUS Martine - SNASUB - 75
 RACUNICA Gary - SNES - 92
 RAVEL Eldina - SNES - 21
 REVOLLON Bernard - SNUJP - 67
 ROUX Laurent - SNES - 93
 ROZANES Bruno - SNES - 69
 RUELLO Fanny - SNES - 78
 SEEMANN Maryline - SNUIPP - 67
 SENTRY Catherine - SNES - 69
 SERNA-ALARCON Inmaculada - SNES - 92
 SIROT Simone - SNES - 42
 SIZORN Thierry - SNASUB - 29
 SUCHARD Anne-Sophie - SNES - 92
 TAISANT Jacques - SNES - 21
 TEURTRIE Marie-Pierre - SNASUB - 56
 TISSEUR Mathieu - SNES - 68
 VALLET Pierre - SNES - 21
 VILLAEYS Florence - SNUIPP - 67
 VINCENT Jacques - SNASUB - 22
 VISSY Véronique - SNES - 68
 WILLIOT Agnes - SNES - 13
 WOLF Carmen - SNUIPP - 57
 WOLLENSCHNEIDER Michèle - SNES - 68
 XICLUNA Chantal - SNUIPP - 13
 Nom Prénom - syndicat national - dep

Non au projet d'accord sur les carrières (PPCR)
 Non à la réforme territoriale
 Abrogation de la réforme du collège,
 des décrets d'août 2014 et de la réforme des rythmes scolaires.

Pour tous contacts : jacklefebvre1@free.fr



Liste Émancipation

FOURTINE Henri - SNASUB - 93
 STAMBUL Pierre - SNES - 13
 DEVRIENDT Emilie - SNESUP - 83
 BOURRELY Sylvie - SNUipp - 83
 JOUSMET Raymond - SNES - 17
 NOVELLO Marilène - SNES - 11
 ABA Eric - SNES - 13
 BERTRAND Hélène - SNES - 69
 LEVET Philippe - SNUipp - 76
 JOUAS Isabelle - SNUipp - 83
 MARTIN Edouard - SNES - 12
 CONTAUX Marie - SNUipp - 13
 DAUPHINÉ Quentin - SNES - 83
 CHARLUT Rosine - SNES - 11
 SCHIMMER Christine - SNES - 75
 BRAUD Claude-Michel - SNESUP - 83
 LAURENTI Catherine - SNES - 83
 PRADEL Mathieu - SNES - 94
 DEMEL Claire - SNUipp - HdF
 GOUDARD Laure - SNES - 94
 CITTANOVA Denis - SNES - 93
 DOUILLARD Luc - SNUEP - 44
 RIOUALEN Armelle - SNES - 13
 BESANCON Jean-François - SNASUB - 75
 KIZILIAN Claire - SNES - 69
 MIGNON Jean-Paul - EPA - 13
 DUMONT Catherine - SNES - 76
 CASAS Georges - SNES - 69
 PRADELLE Sylvie - SNES - 75
 LEFÈVRE Ariane - SNUipp - 78
 CHAMPION Thierry - SNESUP - 83
 LEFÈVRE Emmanuelle - SNUipp - 44
 PEYPELUT Jean-Denis - SNUipp - 47
 DA SILVA Serge - SNES - 29
 FIANT Laurence - SNES - 94
 VANHEE Francis - SNUipp - 76
 PEYPELUT Maylis - SNES - 58
 SAUBEBELLE Myriam - SNUipp - 47
 MARTINI Jean-Baptiste - SNES - 13
 ALOUSSI Rajaa - SNES - 93
 BARTHELEMY Jean-Pierre - SNUipp - 26
 JOUANNY Hélène - SNES - 11
 MUXONAT Noël - SNES - 93
 POYARD Pierre-Olivier - SNETAP - 88
 CANNEVIÈRE Germain - SNUipp - 78
 GOUDARD Serge - SNES - 69
 CLAIREBAULT Christophe - SNUipp - 41
 CLEMENT-GUYADER - SNASUB - 76
 TORSET Didier - SNESUP - 89
 WEISZ Frédéric - SNASUB - 75
 SLAMA Bruno - SNES - 63
 KNAPP Alfred - SNESUP - 17
 DEMEL Nadine - SNUipp - 47
 HOPITAL Marie-Noëlle - SNES - 13
 REY Stéphane - SNES - 77
 HENRIO Yannick - SNASUB - 75
 MEJARD Jean-Jacques - SNES - 13
 CHALLANDE Philippe - SNU-CLIAS - 13
 CORBIN Philippe - SNES - 44
 DAMERON Cédric - SNASUB - 75
 AUGÉ Jean-Louis - SNES - 3
 SAHLOUL Nadine - SNESUP - 69
 RICCI Dominique - SNES - 75
 CHRETIEN Mariann - SNES - 13
 MINNAERT Sylvette - SNUipp - 93
 GAUTHEROT Paul - SNES - 83
 CHALOT Jean-François - EPA - 77
 LAGRANDEUR Olivier - SNASUB - 75
 BERTRANDE Bernard - SNES - 13
 FLEURY Jean-Mathias - SNES - 94
 DUBACO Philippe - SNES - 44
 BRAUD François - SNES - 85
 ROCHE Anne - SNESUP - 13
 WAHL Julia - SNES - 93
 LIBERGE Erwan - SNESUP - 17
 VIGNAROLI Annonciade - SNES - 20
 VINAY-LEGER Éléonore - EPA - 31
 MOUNIER Stéphane - SNESUP - 83
 BELIN Henri - SNES - 93

Émancipation

Défendre nos revendications, rompre avec une politique au service du capitalisme

Dernière minute

Lors du conseil national du 16 septembre 2015, un vote des délégués mandatés sur le protocole d'accord PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), qui contient des attaques importantes contre les statuts des personnels, n'a recueilli que 60 % de voix... loin des 70 % statutaires pour que le FSU signe cet accord, malgré le forcing de la direction UA. Alors, la tendance École Emancipée a modifié les votes de plusieurs ses délégués, de même que plusieurs syndicats nationaux, de façon à faire passer la signature du protocole (à une voix près!) lors d'un second vote. Émancipation appelle toutEs celles et tous ceux qui sont opposés à cette forfaiture, à prendre contact pour envisager ensemble comment contrer, dans le syndicat comme sur le terrain, les effets catastrophiques de cette situation.

Ce gouvernement défend les intérêts du grand patronat dans le cadre de la concurrence capitaliste mondiale, contre le monde du travail et les catégories les plus fragiles (chômeurs, jeunes, migrants...). Et ce dans tous les domaines: suppressions de postes et dégradation des conditions de travail, réformes territoriales, pacte de responsabilité, attaques contre le code du Travail et la Sécurité sociale... et même contre les libertés fondamentales. Ces attaques ont lieu aussi dans l'École où la FSU a une place centrale: « rythmes scolaires », regroupement d'universités, contre-réforme du collège, casse des statuts de 1950... Le mouvement syndical n'a pas réussi à mettre en échec cette politique, ou ne l'a pas voulu.

Nous proposons une autre orientation syndicale.

L'urgence: combattre la politique gouvernementale

L'urgence est de porter les exigences les plus criantes des personnels:

- **création de tous les postes statutaires nécessaires dans les services, les établissements...**
- **retour à la retraite à 60 ans (55 pour le 1^{er} degré) avec 37,5 annuités et 75 % du dernier salaire.**
- **fin du gel des salaires:** non à l'individualisation, aux primes... qui opposent les personnels et menacent la grille nationale de rémunération, maintien et rattrapage du pouvoir d'achat et réduction des inégalités de salaire par des **augmentations uniformes** (300 euros pour toutEs), hausse des bas salaires (SMIC à 1 700 euros).
- **défense de la Sécurité sociale financée par les cotisations, pour une prise en charge à 100 % des soins.**

• **rompre avec la politique de soumission de l'école et de l'université publiques aux intérêts du patronat.** Les lois Peillon et Fioraso (2013) sont les éléments majeurs pour généraliser la logique des « compétences », mettre en cause les diplômes nationaux, faire des jeunes une main-d'œuvre corvéable. En découlent les nouveaux statuts des personnels, la réforme du collège (et ses nouveaux programmes), les « regroupements d'universités », la territorialisation de l'école (rythmes scolaires), l'« école du socle », la multiplication des hiérarchies locales... L'action pour le retrait ou l'abrogation - et non l'aménagement - de toutes ces contre-réformes s'impose.

Les libertés menacées!

Aux dispositifs de contrôle social (Base-Élèves), de militarisation et d'impunité de la police, de traque des Roms et sans-papiers, s'ajoutent la surveillance de masse, la répression anti-syndicale et des mouvements sociaux (manifestants tués ou blessés)... l'urgence est à la construction d'un front large, de collectifs unitaires, pour informer et organiser un soutien concret aux victimes de la répression d'État.

- **combattre la précarité, une priorité:** gouvernement et MEDEF veulent généraliser la précarité comme mode de gestion, pour payer moins, exploiter plus et diviser les personnels. Titulaires et précaires doivent exiger ensemble **aucun licenciement, arrêt du recrutement hors statut, non à l'interim, titularisation immédiate de toutEs les précaires sans condition de concours ni de nationalité.**
- **la souffrance professionnelle explose, du**



fait des méthodes de management et de la prolifération des hiérarchies intermédiaires... opposons-y la solidarité collective, le refus de l'individualisation (« entretiens individuels d'évaluation »), la suppression des lois « mobilité » et « déontologie ».

« Dialogue social »

Le pouvoir entend faire accompagner sa politique par les syndicats avec les « conférences sociales », « concertations » tous azimuts... qui n'ont rien à voir avec des négociations sur les revendications.

Nous proposons de rompre avec le « dialogue social », et de mobiliser vraiment les personnels pour gagner.

Mais si la lutte contre l'« austérité » est nécessaire, elle n'est pas suffisante : c'est le système capitaliste lui-même qui est en cause.

Rompre avec le capitalisme

Les gouvernements au service du capitalisme démantèlent tous les droits, et veulent écraser toute résistance comme en Grèce. Mais les luttes peuvent changer les choses, comme l'ont montré les personnels des hôpitaux de Paris en opposant leurs luttes au « dialogue social ».

C'est pourquoi le syndicalisme doit ouvrir la perspective d'une société rompant avec l'exploitation, le racisme, le sexisme, les inégalités et discriminations... :

- **dans l'école un projet émancipateur, inséparable de la construction d'une autre société :** former des esprits libres et critiques (avec des moyens comme la limitation des effectifs par classe), une liberté pédagogique visant la coopération et non la compétition. Refusant le tri social, nous proposons une éducation vraiment gratuite y compris dans l'université, une éducation polyvalente et polytechnique de la maternelle à l'université, sans orientation précoce.
- **le contrôle de l'économie par les travailleurs :** la « dette » doit être annulée et non pas payée à coups de plans d'austérité ; **la propriété capitaliste des moyens de production doit être mise en cause :** expropriation des grands groupes industriels et banquiers, blocage des licenciements...
- **l'internationalisme :** toutes les travailleuses ont les mêmes intérêts par-delà les frontières. La solidarité internationale, c'est soutenir les peuples en lutte pour leur liberté (Palestine, Syrie, Kurdes...), agir pour l'annulation de la dette des pays dominés, contre le néo-colonialisme, pour l'égalité des droits FrançaisEs / immigrésEs, la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de toutes les sans-papiers...

Laïcité

Ni paravent de la xénophobie, ni morale de maintien de l'ordre social, ni tolérance des intrusions religieuses, la laïcité garantit la liberté de conscience et l'égalité des droits. Il faut donc défendre la loi de 1905 et abroger tous les dispositifs anti-laïques, et ceux qui financent l'enseignement privé et renforcent ainsi la concurrence scolaire.

Une école émancipatrice et unifiée nécessite la nationalisation laïque de l'enseignement privé sans indemnité ni rachat.

Mais comment le syndicalisme peut-il ouvrir une perspective émancipatrice ?

Changer le syndicalisme !

Souvent le syndicalisme n'apparaît pas comme une alternative crédible, car les directions syndicales n'offrent pas de perspectives... et ne combattent même pas les projets gouvernementaux. Ainsi la direction de la FSU (associant UA et EE), a accepté des mesures inacceptables et les PPCR. **Nous appelons donc à voter « non » à son rapport d'activité.**

Les personnels doivent **se réapproprier leurs syndicats :**

- dans la perspective de l'unification syndicale dans une confédération unique sur la base de la **Charte d'Amiens**, démocratique (droit de tendance, rotation des mandats et refus des permanents syndicaux).
- pour l'internationalisme, par la coordination internationale des luttes contre les institutions au service du capitalisme (FMI, Union Européenne...), contrairement à ce que nous proposent la CES et la CSI qui accompagnent la destruction des droits.
- par l'unité dans les luttes : non pas par des « journées d'action » sans perspective, mais par la grève et sa généralisation, allant jusqu'au blocage du pays dans le cadre d'une grève interprofessionnelle public-privé. Cela implique aussi que les personnels contrôlent leurs luttes, en mettant en place des AG de délégués mandatés de toutes catégories, se coordonnant à tous niveaux, pour définir les revendications et organiser l'action.

Cela peut commencer dès maintenant ! Face aux atteintes aux statuts et aux conditions de travail, à une contre-réforme très grave des collèges... c'est une riposte, par la grève, de toutes les catégories qui s'impose pour mettre en échec le pouvoir et obtenir le retrait des mesures gouvernementales.

**Pour l'indépendance syndicale et une FSU qui lutte,
VOTEZ ÉMANCIPATION**

Contact : er@emancipation.fr

Pour en savoir plus : www.emancipation.fr

PRAT Henri-José - SNES - 13
ROSENZWEIG Françoise - SNES - 60
LEROU Sandrine - SNES - 93
SLIM Mannoubi - SNES - 93
SALOMONE BONETTO Christel - SNES - 83
POTDEVIN Michèle - SNES - 75
BRAISAZ Florent - SNES - 69
BRUNET Elisabeth - SNUITAM - 20
VIVE Nathalie - SNES - 83
VANCOSTENOBLE Jean-Marc - SNES - 93
MASSONNAT Sébastien - SNES - 84
CARRASSAN Geneviève - SNUipp - 13
VIGHETTI Patrick - SNES - 69
MARILL Claude - SNPES-PJJ - 93
BEAUJEAN Gilles - SNES - 77
FASSO Sybil - SNES - 75
JACQUET Delphine - SNES - 94
DIAFERIA Victor - SNES - 21
REYMONET Danielle - SNES - 13
ZERROUK Linda - SNES - 93
MASSAL Michel - SNES - 13
FERES Marie-Claude - SNES - 87
LE JANNOU Youri - SNES - 11
MELINAND Philippe - SNES - 69
LORET DE CROIX Gaëtane - SNES - 77
MOCCELIN Isabelle - SNASUB - 75
MARTINEZ Marie-Françoise - SNES - 75
D'HERMIES Suzanne - SNES - 93
PERAL Alicia - SNES - 69
BANI Douha - SNES - 93
GRUPPER Catherine - SNES - 93
LEVEILLE Bruno - SNASUB - 93
BENA Kaouther - SNES - 93
GUY Marie-France - SNES - 34
TORRE Jennifer - SNES - 13
MANIVEAU Marie-Hélène - SNU-CLIAS - 13
DAVID Martine - SNES - 93
DOL Valérie - SNES - 13
WOIRHAYE-VUITON Fabienne - SNES - 69
EDELIN Christine - SNUipp - 76
LABORDE Nathalie - SNES - 83
LINDSKOG Isabelle - SNES - 13
HEMET Patrick - SNUipp - 78
BARJOT Laurence - SNES - 13
ANDRE Danièle - SNESUP - 17
REDOUTEY Nicolas - SNES - 69
LE BOULCH David - SNES - 13
MOISAN Eric - SNES - 76
PESQUET François - SNES - 76
ANCELET Malika - SNES - 13
ABA Yannick - SNES - 84
NAZAIRE Lucia - SNES - 94
PINET Christine - SNES - 11
LE BOURHIS Sylvain - SNES - 13
PIN Blandine - SNES - 57
COMMARET Philippe - SNEP - 12
OUVRIE Natacha - SNES - 94
BOUQUIER Geneviève - SNES - 13
BONNARD Michel - SNUipp - 13
ABA Sébastien - SNES - 84
GOUDARD Alexandra - SNES - 38
BOSC Sébastien - SNES - 12
LACOMBE Hélène - SNES - 69
HODAK Jean-Charles - SNES - 93
SORO Jean-François - SNES - 93
AMADEI Henri - SNESUP - 6
CHAMBON Laurent - SNES - 13
PICA Germinal - SNES - 91
PUGET Jacques - SNUipp - 83
PAUL-DI VINCENZO Eliane - SNES - 44
VINAY Olivier - SNES - 93



Liste Front Unique

BREDA Yvon - SNES - 74
 DUTHEIL Denis - SNUIPP - 92
 SAINT-LAGER Marie-Claire - SNCS - 38
 PANTHOU Éric - SNASUB - 63
 CLERMONT Agnès - SNES - 92
 ANKAOUA Yves - SNUIPP - 34
 LINQUÉ Benoît - SNASUB - 75
 GALTIER Fabrice - SNESUP - 34
 BARATHON Julien - SNES - 63
 RIZZO Robert - SNUEP - 13
 ROUSSELY Delphine - SNES - 84
 BLEGENT Yannick - SNUIPP - 63
 SCHNEIDER Mireille - SNES - 57
 AURAND Patrice - SNASUB - 94
 SPINAZZÉ Jean-Michel - SNES - 30
 BERNARD Denis - SNUIPP - 54
 ROUGERIE Olivier - SNES - 63
 BURLAUD Julie - SNEP - 18
 BELLOIR Pierre - SNES - 74
 MICHEL Roland - SNES - 63
 GORCE Julien - SNUIPP - 93
 CHUZEVILLE Édouard - SNES - 69
 LETOUBLON Antoine - SNESUP - 35
 CHAIZE Nathalie - SNES - 13
 GODARD Jean-François - SNUEP - 63
 ROBERT Frédéric - SNES - 11
 DE MAUPEOU Anne - SNASUB - 59
 DEBAIR Martine - SNUIPP - 93
 FAUGIER Thierry - SNES - 63
 OGIRON Stève - SNASUB - 78
 SUBIRATS Nathalie - SNES - 971
 LOPEZ Juan-Antonio - SNUIPP - 34
 COVELO David - SNES - 84
 MAILLARD Jean-Marie - SNCS - 75
 SAINTE COLOMBE Claude - SNES - 63
 DEVILLE Arlette - SNASUB - 86
 MATEOS KERNEIS Nathalie - SNES - 92
 VERNIÈRE-OLIVIER Élisabeth - SNUIPP - 81
 HUGUENOT Julie - SNES - 63
 VÔ-TÂN Olivier - SNASUB - 75
 TAILLADE Isabelle - SNES - 84
 CADET Valérie - SNASUB - 974
 FIGUE Richard - SNES - 3
 GUICHENDUCO Chantal - SNUIPP - 54
 VOLDOIRE Bernard - SNES - 63
 MICHEL Boris - SNEP - 18
 HERLAUT Alexandra - SNES - HdF
 LAZUECH Frédéric - SNASUB - 63
 CAZAUX Michel - SNES - 84
 DEMIT Pandora - SNEP - 92
 BIANCHI Myriam - SNES - 54
 ANGMONT Paul - SNASUB - 94
 ROUSSELY Jean-Louis - SNES - 63
 ACHARD Gérard - SNUIPP - 3
 FELTEN Agnès - SNES - 54
 LE CHEVÈRE Sébastien - SNASUB - 75
 BERTAGNIN Pierre - SNES - 92
 GALÉRA Rose-Marie - SNCS - 38
 SEROT Isabelle - SNES - 63
 MASSABEAU Katia - SNUIPP - 92
 GASPARD Christine - SNES - 74
 DELÉTANG Céline - SNASUB - 93
 MONDON Gyslaine - SNES - 63
 BELLVER Élodie - SNUIPP - 34
 CASTRO Sarah - SNES - 84
 DRAGIN Jean-Luc - SNASUB - 94
 LAURENT Fabienne - SNES - 63
 LÉ Mathias - SNCS - 75
 MONTEIL Solène - SNES - 92
 VIRGINIE Marie Daisy - SNASUB - 974
 ROUSSELY Catherine - SNES - 63
 CHACORNAS Kareen - SNUIPP - 30
 FESTAS Anne - SNES - 15
 CHABOT Loïc - SNASUB - 63
 PONDERAND Nathalie - SNEP - 74
 CHAUMART Corinne - SNES - 92
 BRONARCZYK Estelle - SNASUB - 75
 NEULLAS Hélène - SNES - 63
 ALBERTI Brigitte - SNUASFP - 84
 MORISSE Delphine - SNES - 76

Front Unique

Pour que la FSU rompe avec le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel !

Un gouvernement totalement aux ordres du capital

Contre le vote de 2012 qui avait chassé Sarkozy et élu une majorité PS-PCF à l'Assemblée, Hollande et ses gouvernements ont mis leurs pas dans ceux de Sarkozy.

- Ainsi la politique de ce gouvernement par rapport aux réfugiés, dont l'afflux a pour cause la misère et les guerres conduites et provoquées par l'impérialisme.
- Les CRS à Calais, les soldats violeurs en RCA, le soutien et l'armement des régimes d'Arabie Saoudite, du Qatar, d'Égypte, l'accueil triomphal fait à Netanyahu le 11 janvier : voilà la politique de Hollande au service de l'impérialisme français. Aujourd'hui, c'est l'intervention en Syrie.
- Au nom de la "lutte contre le terrorisme", un arsenal qui permet un flicage illimité : loi anti-terroriste, loi "sur le renseignement".
- C'est aussi en guise de "sauvetage" de la Grèce, un troisième mémorandum accepté par Tsipras, plus dur encore que les deux précédents, affamant la population grecque pour sauver les banques et institutions financières.

Feu sur les acquis des travailleurs : tel est le programme, en Grèce comme ailleurs, de tous les gouvernements attachés à la défense du capitalisme en crise et minés par l'endettement

C'est à cet objectif que répond la mise en pièce des garanties collectives sous la houlette du banquier Macron : loi Rebsamen, loi Macron, projet "d'inversion de la hiérarchie des normes". Pour arroser les patrons des milliards du pacte de responsabilité, on supprime massivement les postes, on fait feu contre l'hôpital public (10 % des services d'urgences doivent fermer !). Quant aux 60 000 créations de postes dans l'Éducation Nationale, elles se réduisent... à 4 000, les effectifs par classe continuent à croître. Des milliers d'étudiants sont refoulés de l'Université.

Toutes les attaques anti-ouvrières sont passées grâce au "dialogue social"

Toutes ces mesures ont été préparées minutieusement par de longues séances de "concertation" avec les directions syndicales : rencontre avec les "partenaires sociaux", "conférences sociales"... Gouvernement et MEDEF ne cessent de vanter le "dialogue social" pour faire passer les réformes. Toutes les directions syndicales participent à plein à ce dialogue social dont la direction de la FSU ne cesse de se réclamer.

La direction de la FSU n'a cessé de porter la politique du gouvernement

L'offensive gouvernementale n'a épargné ni la Fonction Publique ni l'Éducation Nationale. La direction de la FSU "critique" les "politiques d'austérité". Mais la critique s'arrête là où commencent les attaques gouvernementales contre les fonctionnaires et l'Éducation Nationale. Sur la Fonction Publique, c'est le soutien total à l'accord dit PPCR.

Dans l'enseignement, rappelons :

- le refus de la FSU de se prononcer pour le retrait de la réforme des "rythmes scolaires", malgré la mobilisation massive des collègues.
- le soutien ouvert à la liquidation des décrets de 50 dans le secondaire. Cette liquidation permet aujourd'hui à Vallaud-Belkacem d'imposer une contre-réforme du collège qui place les enseignants sous la coupe des chefs d'établissement, des CA et conseils pédagogiques. Elle permet de tenter d'imposer aux enseignants la "formation à la réforme" sous forme d'un surtravail gratuit.
- le soutien de fait à la création des ComUEs, dans le supérieur et la recherche, en participant aux élections instaurant leur "gouvernance". Cette régionalisation, sous asphyxie financière, va passer par des mutualisations, des suppressions de services, des réductions des effectifs et menace les statuts nationaux.





Accord Fonction publique : Comment la direction UA-EE a imposé que la FSU signe

De quoi s'agit-il ? Le gouvernement a fait passer une rafale de lois (loi créant les métropoles, loi de délimitation des régions, loi NOTRe, loi Touraine) visant à la suppression de milliers de postes de fonctionnaires (la seule loi sur les régions entraîne la mutation géographique ou fonctionnelle de 10 000 fonctionnaires). Les garanties actuelles de la Fonction Publique constituent un obstacle qu'il faut faire sauter. C'est ce que vise l'accord PPCR dont Lebranchu dit : « *Nous travaillons donc à réécrire l'histoire de cette fonction publique, en travaillant notamment sur les grilles statutaires* ». Son maître-mot : mobilité. Ses moyens : mobilité entre employeurs de la Fonction Publique, constitution de corps interministériels, cadres statutaires communs à plusieurs corps, règles statutaires de mutation remplacées par des "directives de gestion", remise en cause du rôle des CAP, constitution de "bourses de l'emploi" sur le modèle du privé etc.

La direction syndicale a délibérément camouflé ces attaques pour ne parler que de prétendues "contreparties salariales" dont l'essentiel ne devrait intervenir... qu'après 2017 ! Elle a présenté positivement le fait qu'en 2016 la revalorisation du point d'indice serait soumise aux "indicateurs économiques" ? Autrement dit, les revendications sont subordonnées à l'état de santé du système capitaliste en crise jusqu'à diminuer les salaires !

Au Conseil National de la FSU du 16/09, la direction UA-EE a affiché sa volonté de signer l'accord PPCR. Comme un premier vote le lui a interdit, elle en a organisé un second pour obtenir gain de cause. Cela après une interruption de séance pendant laquelle les mandats de certains syndicats nationaux ont été transformés. Les dirigeants de l'EE ont même fait pression sur leurs membres pour qu'ils renient leur vote initial.

La réforme du collège

Il s'agit d'une offensive destructrice contre l'enseignement public : disparition des horaires nationaux par niveau, réduction massive des

contenus disciplinaires, services à rallonge infinie pour les collègues, despotisme des chefs d'établissement et des "petits chefs". Du fait de l'indignation des collègues, la direction du SNES a dû rompre la concertation, se prononcer pour le retrait de la réforme. En mai dernier, 50 % des collègues répondaient à l'appel à la grève. Mais le gouvernement publiait le décret le soir même. La conclusion est que le retrait de la contre-réforme suppose un vrai affrontement avec le gouvernement. Ce n'est pas la voie qu'a choisie l'intersyndicale : appel à une troisième grève de 24 heures, et à une manifestation nationale un week-end. N'est-il pas clair que le véritable affrontement supposerait que la profession soit appelée à manifester là où se prennent les décisions, au ministère, au moment où la ministre ou ses représentants sont présents ?

Mais les déclarations de Bernadette Groison (*L'Expresso* du 4/09) ne vont pas dans ce sens. Son rejet de la contre-réforme est de pure forme quand elle réclame la réouverture de la concertation et affirme que "*La FSU est pour réussir la réforme du collège...*".

Pour que la FSU rompe avec le gouvernement

Accord Fonction Publique, réforme des collèges... : pour stopper l'offensive gouvernementale, la première condition tient en une exigence : **la FSU doit rompre avec le gouvernement, cesser de conforter son offensive par le dialogue social, en appeler aux autres organisations pour qu'elles fassent de même.**

- **A bas l'accord PPCR ! Défense du statut ! Augmentation générale des salaires via l'augmentation du point d'indice**
- **Défense de l'École Publique ! Retrait pur et simple de la réforme du collège !**
- **Non aux quotas ! Accueil et libre circulation des réfugiés ! Régularisation de tous les sans-papiers !**
- **Retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen Orient !**

Votez, faites voter Front Unique
Le 16/09/2015 (mel@frontunique.com)

BRAULT Céline - SNUIPP - 92
JONQUET Gilles - SNES - 30
DUPONT Bruno - SNASUB - 94
GUILLOT Jean-Pierre - SNES - 63
GONO Aurélie - SNESUP - 92
THOMAS Laurent - SNES - 12
BERGÉ Isabelle - SNEP - 84
GALTIER Isabelle - SNES - 63
FIORENTINO Alain - SNUIPP - 34
BRIARD Aurèle - SNES - 92
HAMEUX Pauline - SNASUB - 69
MURET Gisèle - SNES - 63
BOTTERI Isabelle - SNEP - 74
LÉ Joachim - SNES - 75
CHIZAT-SAINT-LAGER Colette - SNUIPP - 69
MERLE Anne - SNES - 63
CARLE Angélique - SNASUB - 75
CUNY Christophe - SNES - 54
BARRAT Pierre - SNUIPP - 63
VIERO Maëva - SNES - 84
DANGLARD Annie - SNASUB - 63
SELIN Géraldine - SNES - 92
KAPUSTA Frédéric - SNCS - 75
LAMARQUE Frédéric - SNES - 95
JEAN-BAPTISTE Maurice - SNASUB - 94
VILAY Sylvine - SNES - 63
BRONIARCZYK David - SNASUB - 75
MERCIER Sandrine - SNES - 57
GASQ Françoise - SNUIPP - 92
VANET Etienne - SNES - 74
ROMANO Renée - SNASUB - 63
PAYRE Noémie - SNES - 92
TONNERRE Jean-Marc - SNCS - 38
CHEVRIER Jean-Baptiste - SNES - 63
HAMEL Arnaud - SNASUB - 75
ROUVIÈRE Fabien - SNES - 84
MAC LEOD Hélène - SNCS - 75
PAPIN Bernadette - SNES - 54
MARTIN Sylvie - SNASUB - 94
MEDJKOUNE Sarah - SNES - 63
NOËL Martine - SNUIPP - 34
KRYN Didier - SNCS - 75
ZUCHA-DJAFFAR Sylvie - SNASUB - 94
THOMAS Olivier - SNES - 92
OUALLET Stéphane - SNEP - 84
CAMPO Emmanuelle - SNES - 63
KELLER Anne-Sophie - SNASUB - 75
JOURNIAC Nicole - SNES - 34
LEBENTAL Mélanie - SNESUP - 94
DEBRET Catherine - SNES - 57
BAUDRY Dominique - SNASUB - 63
ERNAULT Nathalie - SNES - 92
CHAPON Françoise - SNEP - 84
DEJAEGERE Muriel - SNES - 54
BOILLET Jérôme - SNASUB - 75
JOUASSIN Marie-Amélie - SNES - 92
MITERAN Stéphanie - SNES - 63
DUPLAIX Lise - SNUIPP - 34
LE MEUR Christine - SNES - 92
MICLOD Xavier - SNES - 69
SOULIER Odile - SNASUB - 63
GIRARD Lucienne - SNES - 88
JOLIVET Rosemarie - SNES - 30
BEGUE Sophie - SNASUB - 974
MICHEL Claire - SNES - 63
MARIAU Pauline - SNES - 92
PIERON Emmanuelle - SNASUB - 75
DUPOUX Odile - SNES - 63
MENDEZ Inès - SNES - 74
ROBERT-PANTHOU Nathalie - SNASUB - 63
BURELIER François - SNES - 69
PATUROT-EUSTACHE Franciella - SNASUB - 75
DOMINGO Laurent - SNES - 13
DE OCHANDIANO Jean-Luc - SNASUB - 69
BAGGIO Anne-Marie - SNES - 63
BARRET Marie-Paule - SNES - 63
STOLLSTEINER Hélène - SNES - 63
BERNARD Danielle - SNES - 63
SENS-MEYÉ André - SNES - 84
BODEAU Jacqueline - SNES - 63
YASSINE Malika - SNES - 84
PONT-SABATIER Monique - SNES - 63
GARDETTE-HERNANDEZ Claire - SNES - 30
SANS Jacques - SNES - 63
BOBY SZYMKO Yvette - SNES - 63
TURPIN Catherine - SNES - 63
FOLLUT Marie-Noëlle - SNES - 74



8^{ème}
Congrès

2016

Le Mans

Du 1^{er}
au 5 février

FSU.

Fédération Syndicale Unitaire